

# Les villes se transforment en « entrepreneurs en politiques alimentaires »

OTTAWA, le 4 juin, 2013 — Plus de 64 gouvernements municipaux et régionaux de partout au Canada ont recours à une approche fondée sur les systèmes alimentaires dans le but d'améliorer la santé, activer le développement économique, répondre aux enjeux de la durabilité environnementale et mobiliser les collectivités.

Le rapport publié aujourd'hui intitulé *Entrepreneurs en politiques alimentaires municipales : Analyse préliminaire du rôle des municipalités et des districts régionaux canadiens dans l'évolution du système alimentaire* est un premier aperçu des développements en matière de politiques alimentaires municipales et régionales au Canada. On y apprend qu'un nombre grandissant de communautés partout au pays se sont dotées de chartes alimentaires, de stratégies et de plans d'action alimentaires, et ont créé des conseils en politiques alimentaires.

« Nous avons été étonnés par le nombre d'instances municipales engagées dans des travaux en politiques alimentaires. » a déclaré Lauren Baker, coordonnatrice du Toronto Food Policy Council au Toronto Board of Health. « Les municipalités ont trouvé des moyens novateurs de gérer un grand éventail de priorités alimentaires dans le but d'améliorer le bien-être de la population. »

Bien que le champ de compétences des municipalités et régions soit limité en matière de systèmes alimentaires, plusieurs d'entre elles entrent en action dans ce domaine. Elles réunissent divers secteurs pour stimuler l'économie alimentaire locale et créer plus d'emplois, mais elles tentent aussi de régler d'importants enjeux alimentaires tels la perte de terres agricoles, le changement climatique, la pauvreté alimentaire, la nourriture à prix abordable et les problèmes de santé publique associés à des régimes alimentaires inadéquats ou de piètre qualité.

« Les activités des conseils en politiques alimentaires sont manifestes dans presque toutes les grandes villes au Canada. » de préciser Joanne Bays, membre du Vancouver Food Policy Council. « Des jardins et fermes urbaines surgissent dans les arrière-cours, les boulevards, sur les toitures et dans les stationnements. Des marchés d'agriculteurs, des chariots de vente de nourriture et des plateformes alimentaires font des affaires d'or. Et les aliments des fermes avoisinantes, des rivières, des lacs et de l'océan se retrouvent de plus en plus sur les tablettes des détaillants et dans nos assiettes au restaurant, et dans les institutions publiques. »

La recherche révèle que les initiatives alimentaires municipales au Canada se manifestent sous diverses structures de gouvernance. Certaines sont officiellement liées aux services municipaux ; d'autres ont des structures et dispositifs de financement moins formels, et d'autres encore ne misent que sur le bénévolat. Le rythme de croissance de ces travaux en politiques alimentaires a augmenté de façon exponentielle depuis 2005 et les concentrations les plus significatives d'activités en la matière se retrouvent en Colombie-Britannique et en Ontario.



Étant donné le nombre croissant et la diversité des initiatives de politiques alimentaires et leur impact possible en matière d'économie et d'environnement, et sur la société et la culture, le rapport préconise l'adoption opportune d'une approche plus systématique pour documenter et évaluer le rôle et le degré de réussite de ces initiatives. De plus, il recommande la création d'un réseau national pour permettre le partage des meilleures pratiques entre toutes les municipalités et de soutenir les efforts visant à préciser la meilleure façon, pour tous les paliers de gouvernement, d'appuyer ces initiatives.

« Comme quelque 80% des canadiens vivent dans des communautés urbaines, nous devons comprendre comment les villes créent le changement au moyen d'initiatives alimentaires », note David McInnes de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires. « Il est évident que les municipalités adoptent l'alimentation comme catalyseur – pour activer l'économie dans toutes les chaînes d'approvisionnement, pour améliorer la santé de leurs citoyens et pour atteindre des objectifs de durabilité, entre autres priorités. »

Le rapport a été préparé par Rod MacRae et Kendal Donahue, chercheurs de la faculté d'Études en environnement de l'Université York, avec le concours de divers organismes et conseillers en politiques alimentaires de partout au pays.

**Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :**

David McInnes  
Président et chef de la direction  
Institut canadien des politiques agroalimentaires  
(613) 759-1038 / 866-534-7593  
[mcinnesd@capi-icpa.ca](mailto:mcinnesd@capi-icpa.ca)

Lauren Baker, Toronto Food Policy Council, [lbaker2@toronto.ca](mailto:lbaker2@toronto.ca), 647-884-6540.

Joanne Bays, Vancouver Food Policy Council, [joannebays@gmail.com](mailto:joannebays@gmail.com), 604-612-1633.